

Le 5 février, nous entrerons dans le 3^{ème} mois de conflit contre le projet de réforme des retraites. Nous sommes face à un gouvernement totalement sourd et à un MEDEF absent de la scène médiatique, qui poursuivent leur travail de casse de notre modèle social basé sur le service public, mais aussi sur le principe du « contrat à durée indéterminé » lequel finance la Sécurité Sociale, dont la branche retraite. Par le bas, nous assistons à une augmentation de personnes contraintes d'avoir un statut d'auto entrepreneurs (création du statut en 2008) pour travailler en sous-traitance avec des entreprises qui les auraient eu naturellement comme salariés avant 2008 ; par le haut, nous sommes en train de vivre la suppression du statut cadre en interprofessionnel.

En refusant l'accord national interprofessionnel sur l'encadrement, le Medef autorise un dumping sans précédent. Les petites entreprises, dont la voix est inaudible dans la négociation, faute d'un statut homogène et national de l'encadrement, n'auraient à l'avenir aucune possibilité d'être attractives pour les meilleurs profils d'ingénieurs et de cadres.

En outre, les entreprises se défont de toutes leurs responsabilités, environnementales, sociales, économiques, pénales et civiles sur les personnels d'encadrement, qu'ils exercent ou pas des fonctions de management. Et c'est bien là, la seule orientation de fond du document remis : les cadres et assimilés, sont responsables de tout, les entreprises, ne sont responsables de rien. Un comportement qui risque fort d'accroître la colère des cadres et invite à un renforcement de leur implication dans le mouvement social en cours. Mais forte, dans cette négociation, de leur unité syndicale, les organisations de salariés ne renoncent pas à réécrire et défendre une copie qui réponde aux aspirations légitimes de l'encadrement.



Branche Poste

Marchepied vers la capitalisation !

Au 1er février 2020, le taux d'intérêt du Livret A dégringole de 0,75% à 0,50%. Son plus bas niveau historique !

Le gouvernement ampute ainsi le pouvoir d'achat de l'épargne des Français. Il tente de justifier cela comme une mesure sociale qui dégagerait 300 millions d'euros pour les logements sociaux mais qui fait perdre environ 750 millions d'euros d'intérêts aux détenteurs qui ne sont généralement pas les épargnants les plus fortunés.

Pour Bruno Le Maire, les Français devront « diversifier leur épargne » vers les nouveaux fonds euro croissance, le plan épargne actions (PEA) ou le plan épargne retraite (PER).

Malgré un conflit social sans précédent, le gouvernement affiche une nouvelle fois son arrogance !

Rien pour les cadres,

Les dividendes des actionnaires de La Poste passent de 25 à 35% des bénéfices. Parallèlement les premières mesures d'augmentation salariale proposées par La Poste écarteraient les cadres de toute revalorisation.

- Prime exceptionnelle : 50 € de moins que l'an passé pour les postiers éligibles,
 - Aucune augmentation salariale pour les classes III et Groupe A, tout juste 0,9% d'augmentation individuelle au titre de l'enveloppe globale au 1^{er} avril,
 - Complément de rémunération et prime ultramarine : 1,8 € par mois pour les classes III,
 - Gel de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires,
 - Négociations suspendues à La Banque Postale Pour de meilleurs niveaux de pension de retraite, ce sont de meilleurs salaires qu'il nous faut !
- Les cadres ont droit, comme les autres personnels, à une augmentation générale, la CGT portera cette revendication, tout au long de cette négociation.

Branche Télécoms

La Raison d'être

Encouragée par l'ère de la communication à outrance et des « Fake News », Orange camoufle un plan stratégique dévastateur avec une belle fable.

Orange est une Société Anonyme, sa « raison d'être » légale est de « mener une activité commerciale dans l'intérêt commun de ses associés en limitant leurs risques de perte tout en gardant leur anonymat ».

Les salariés ne font ni partie de l'intérêt commun des associés, ni ne participent aux décisions comme voudrait le faire croire la co-construction auto-proclamée de la « raison d'être ».

La CGT propose plus qu'un outil de communication avec la création d'un statut de l'entreprise dans la loi avec des obligations pour répondre aux enjeux sociétaux et environnementaux en renforçant la participation des salariés.

Pas sans les cadres

Les négociations salariales vont s'ouvrir à Orange qui communique sur l'investissement des personnels dont le travail, malgré la baisse des effectifs et la hausse de la charge, a permis à l'entreprise de progresser en création de valeur.

Sauf, qu'on ne peut avoir d'un côté un maintien des dividendes et de l'autre faire supporter la dette aux salariés.

La CGT considère que le budget alloué aux NAO, pour 2020, doit être en augmentation et ne peut être inférieur au taux de productivité de 6%, sauf à entériner, de fait, une baisse de la part des salaires, il doit se concrétiser par une augmentation générale conséquente.

De plus, face aux budgets familiaux d'ARCQ en 2019, il y a urgence à les faire grossir de manière significative.

Enfin, éradiquer les différences salariales Femmes-Hommes est une obligation pour arriver à l'égalité effective. Parce que les salaires sont notre Raison d'être, mobilisons-nous !



FLASH CADRES

Échos

La double peine des privé·e·s d'emploi

Depuis le 1^{er} novembre, le nouveau mode de calcul pour les travailleur·se·s privé·e·s d'emploi et précaires, entraînera une baisse de 30 à 50% de leurs indemnités.

Avec le projet de réforme des retraites à points, entre les carrières morcelées, l'Allocation de retour à l'emploi, ou de Solidarité spécifique, le gouvernement condamne 11 millions de travailleurs privés d'emploi et de précaires à la misère à perpétuité. Ces dernières années le nombre de chômeur·se·s âgé·e·s de 60 à 64 ans, en fin de droit, a augmenté de 75% et celles et ceux percevant le RSA a plus que doublé (157% d'augmentation) nous sommes face à une situation inquiétante.

C'est pourquoi la CGT revendique la création d'une Sécurité Sociale intégrale gérée par les travailleur·se·s et couvrant tous les risques de la vie.

Enseignement et Recherche

2700 universitaires postulent

D'ici février, un projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche sera présenté par le gouvernement. Sans surprise, il préconise un accroissement de la mise en concurrence, de la précarisation et de l'intensification du travail.

En réponse, 2.700 universitaires signent une tribune dans le journal *Le Monde*, intitulée « Nous, chercheurs, voulons défendre l'autonomie de la recherche et des formations ».

Les signataires dénoncent un "formatage bureaucratique de la science par des « appels à projets » court-termistes (...) qui conduisent à une chute de la qualité et du niveau d'exigence de la production scientifique" et présentent leur candidature collective à la présidence du Haut Conseil de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Boycott des E3C

Alors qu'elles ont débuté le 20 janvier, les premières épreuves de contrôle continu du nouveau bac sont déjà menacées. Plusieurs syndicats d'enseignants appellent depuis plusieurs semaines au boycott et demandent leur report dénonçant une réforme appliquée « trop rapidement ».

La CGT Educ'action renouvelle son exigence que l'ensemble des disciplines du cycle terminal soit évalué sous la forme d'épreuves nationales ponctuelles terminales.

Elle appelle à supprimer la session d'E3C du deuxième trimestre de première car pédagogiquement inapte et source de stress pour les élèves soumis à une évaluation permanente.

Elle appelle les personnels à s'opposer à cette première session notamment par la grève des surveillances.

Enseignants, personnels, parents d'élèves et élèves marquent déjà leur opposition aux E3C dans plus de 250 lycées publics et ce n'est pas les menaces ministérielles qui les feront taire !

International

Les 26 plus riches vs la moitié de l'humanité

26 milliardaires ont désormais entre leurs mains autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité, a dénoncé, le 20 janvier dernier, l'ONG Oxfam, qui appelle les États à taxer les plus riches.

Des riches qui bénéficient non seulement d'une fortune en pleine expansion (+ 900 milliards en 2019 soit + 2,5 milliards par jour), mais aussi des niveaux d'imposition les moins élevés depuis des décennies.

Ces inégalités ne sont en rien une fatalité, mais bien le résultat de choix politiques.

Elles sont la conséquence de politiques sociales et fiscales qui réduisent la participation des plus riches, entreprises et particuliers, à l'effort de solidarité par l'impôt et qui fragilisent ainsi le financement de services publics essentiels.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Hôpitaux publics : Démissions

Face à une crise inédite et un gouvernement sourd, plus de 1000 médecins hospitaliers menacent, dans une lettre collective à A. Buzin, de démissionner individuellement de leur fonction administrative dès le 31 janvier. En effet, déçus du plan d'urgence annoncé le 20 novembre dernier, ils demandent de nouvelles négociations sur le volet national avec « une revalorisation significative des salaires, en plus des primes ».

Ils revendiquent aussi un objectif national des dépenses d'assurance maladie 2020 sans nouvelles économies. Ils veulent enfin « une révision profonde du mode de financement et de gouvernance ».

Cette colère fait suite aux dernières grèves et manifestations et pourrait, très bientôt, se convertir par d'autres actions et manifestations.

Retraites

Enfumage !

La suspension de l'âge pivot soumis à une « conférence de financement » dans laquelle patronat et syndicats devraient faire des propositions pour trouver 12 milliards d'euros d'économies par an n'est qu'un leurre car le gouvernement refusera toute augmentation du coût du travail.

Les acteurs sociaux auront le choix entre la mise en place de l'allongement des durées de cotisation ou le report de l'âge légal.

A défaut d'accord le gouvernement mettra en place l'âge pivot. La prise en compte de toute la carrière défavorisera particulièrement toutes celles et ceux qui ont une carrière ascendante.

L'objectif du système de retraite ne sera plus de maintenir le niveau de vie mais d'être à l'équilibre budgétaire et de créer un nouveau marché pour les banquiers et les assureurs.

Stratégie d'opacité

Les Economistes atterrés, la fondation Copernic, Attac, l'U-GICT-CGT et le collectif Nos retraites demandent l'ouverture du débat sur le financement des retraites et l'examen de leurs propositions.

Le 1^{er} ministre impose la mise en place d'une conférence sur le financement à la fin des débats parlementaires en exigeant 12 milliards d'économie. Tout est mis en place pour aller vers l'épargne retraite, les fonds de pension et la capitalisation. Quel sera le montant des pensions en 2050 quand les plus de 60 ans auront augmenté de 40% ?

L'opacité est totale. Une seule certitude les 66 milliards d'euros d'exonération de cotisations des entreprises en 2019 n'ont pas été à la hauteur en matière d'emploi et d'investissement. Sauvegardons et améliorons notre retraite solidaire par répartition avec une vraie politique d'emploi, de salaire, d'égalité salariale femme-homme et plus que jamais exigeons le retrait du projet de réforme.

Égalité

Quand le sexisme entretient les richesses

Un rapport de l'ONG Oxfam du 20 janvier dernier s'intitule : « celles qui comptent » pour bien montrer que les femmes n'y trouvent justement par leur compte, les inégalités de richesse se renforçant du fait du sexisme et vice versa.

En effet, parmi les 2153 milliardaires, une majorité d'hommes, ils détiennent 50% de richesses de plus que les femmes,

42% des femmes en âge de travailler n'ont pas un emploi rémunéré du fait de leurs responsabilités en matière de soins non-rémunérés, les femmes occupent davantage des postes peu rémunérés, les hommes dominent les pouvoirs économiques et politiques.

Sur 149 pays étudiés, 17 ont une femme à leur tête, 18% des ministres, 24% des parlementaires et 34% des personnes occupant des postes à responsabilités sont des femmes.

Le projet de réforme de nos retraites est également dénoncé comme amplificateur de ces inégalités.